



HAL
open science

Les dépenses d'armement : fardeau ou bénéfice ?

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les dépenses d'armement : fardeau ou bénéfice ?. Aspects économiques du désarmement, 19, UNIDIR (United Nations Institute for Disarmament Research, 1992. hal-03286814

HAL Id: hal-03286814

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03286814>

Submitted on 15 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les dépenses d'armement : fardeau ou bénéfice ?

Jacques Fontanel

Lettre de l'UNIDIR

UNIDIR, n°19, Septembre 1992.

Résumé : L'histoire de la pensée économique nous enseigne que les économistes ont toujours été très divisés sur la question de la sécurité internationale, des conflits et de la guerre. La question du système économique a toujours été mis en avant, les uns pour considérer que le capitalisme libéral conduit à des situation d'équilibre et de paix, les autres pour dénoncer l'exploitation de l'homme par l'homme ou l'impérialisme. La course aux armements n'a pas de soubassements économiques en tant que tels, mais elle a un coût qui est souvent justifié par les questions de sécurité de la collectivité nationale. Les analyses économétriques ont apporté quelques informations de court terme sur l'influence des dépenses militaires sur les grands agrégats économiques, mais, selon les périodes ou les régions, les résultats sont souvent trop hétérogènes pour constituer, sur le long terme, des résultats économiques fiables.

The history of economic thought teaches us that economists have always been very divided on the issue of international security, conflict and war. The question of the economic system has always been put forward, some considering that liberal capitalism leads to situations of equilibrium and peace, others denouncing the exploitation of man by man or imperialism. The arms race has no economic basis as such, but it has a cost that is often justified by questions of national security. Econometric analyses have provided some short-term information on the influence of military expenditure on the major economic aggregates, but the results are often too heterogeneous, depending on the period or region, to constitute reliable long-term economic results.

Désarmement, développement, dépenses militaires, industries d'armement
Disarmament, development, military expenditure, arms industries

L'analyse économique des dépenses militaires n'a pas toujours intéressé les économistes. La cause principale de cette relative indifférence est le caractère pluridisciplinaire de la réflexion à engager lorsque l'on aborde les questions de sécurité nationale et internationale de puissance, de guerre et de paix. Les conflits armés sont synonymes de transformations profondes des sociétés, à la fois causes et effets de la lutte pour le pouvoir, des convictions religieuses, idéologiques ou nationalistes intolérantes ou de l'inégale répartition des richesses.

L'économie elle-même constitue une arme. Les Etats-Unis ont longtemps été persuadés que l'URSS souhaitait une course aux armements susceptible de fragiliser et de détruire un mode de production capitaliste incapable de maintenir à un haut niveau des dépenses militaires improductives sans remettre en cause son mode de vie. Cette stratégie de l'épuisement n'a guère incité les économistes à se préoccuper des avantages économiques éventuels du désarmement. Si la réduction des dépenses militaires modifie la répartition des avantages de la croissance et si elle redistribue les cartes de la compétitivité internationale, par contre, pour les partisans du nouvel ordre économique international, le désarmement apparaît comme une conséquence d'un développement généralisé. Il ne sert donc à rien de négocier un désarmement si aucune autre action n'est entreprise pour réduire, voire supprimer, les causes de la course aux armements. Le sous-développement constitue une menace permanente pour la paix mondiale.

Les grandes théories économiques ne produisent pas toujours des résultats convergents. La nature positive ou négative des dépenses militaires sur les économies nationales fait encore l'objet de débats.

Les théories économiques

L'histoire de la pensée économique nous enseigne que les économistes ont toujours été très divisés sur la question de la sécurité internationale, de la guerre et des puissances militaires. Ainsi, pour les mercantilistes, la puissance du Prince est l'objectif fondamental pour toute économie nationale. Dans ces conditions, l'optimum économique n'a pas de signification en soi, car il est toujours préférable pour une Nation d'être moins riche si les

autres Etats sont proportionnellement encore plus pauvres. Les analyses modernes et la théorie des jeux appliquée aux relations internationales, la thèse de l'échange inégal, la théorie du sous-développement comme produit du développement des grandes puissances ou les concepts de guerre économique sont autant de réflexions qui perpétuent cette analyse économique en termes de pouvoir.

Par contre, pour les grands classiques britanniques, l'intervention de l'Etat dans l'économie doit être minimale, car les individus ont des intérêts complémentaires dans le cadre de la liberté généralisée des échanges. Pour Adam Smith et David Ricardo, la guerre et la préparation à la guerre sont des conséquences de l'esprit de monopole et elles sont analysées comme des phénomènes exclusivement politiques. Ricardo souhaite pourtant l'existence d'un désarmement négocié, car il considère que la croissance économique ininterrompue des dépenses militaires conduit inéluctablement à la guerre. Malthus analyse les conflits armés comme le résultat d'un développement économique insuffisant par rapport à la croissance de la population. Plus récemment, Nef a considéré que la paix stimulait l'activité économique des Etats, alors que Seymour Melman, en contrepoint, soulignait les effets néfastes des dépenses militaires sur l'économie américaine : perte de compétitivité, développement de la bureaucratie, diminution de l'investissement productif, apparition de complexes militaro-industriels. Dans cette conception, le désarmement favorise le développement mais, inversement, il ne peut y avoir de désarmement généralisé sans un développement économique universel.

Pour Marx, Engels, Luxembourgeois et Lénine, la guerre et les conflits appartiennent au champ de la superstructure et ils sont conditionnés par des rapports sociaux antagonistes. Le désarmement n'est souhaitable que s'il peut conduire à un développement économique provoqué par la rupture radicale avec le capitalisme et l'émergence du socialisme, car il n'est pas vraiment compatible avec la pérennité du capitalisme. Plus récemment, Baran et Sweezy analysent les dépenses militaires comme les facteurs d'absorption du surplus économique que le capitalisme monopoliste secrète ; la course aux armements est alors conforme à la logique du capitalisme qui cherche, par les dépenses improductives, à maintenir un rapport constant entre la production et la demande solvable. Pour Gunder Frank, le

colonialisme est la cause originelle et permanente du sous-développement. La puissance militaire permet l'exploitation des autres nations, soit par l'occupation prédatrice du territoire, soit par l'intimidation, soit encore par la mise au pouvoir de collaborateurs nationaux favorables aux intérêts de la puissance dominante. L'idée d'un désarmement n'est pas satisfaisante dans le cadre d'un capitalisme triomphant.

Enfin, l'analyse keynésienne s'est plus intéressée aux conséquences économiques et sociales de la course aux armements qu'aux conditions sociales et politiques du désarmement. Pour elle, les dépenses militaires réduisent le potentiel national d'investissement et, en situation de plein emploi, le dilemme entre le beurre et le canon reste d'actualité. Pour l'analyse néoclassique, il existe dans chaque société une fonction de bien-être social maximisé sous contraintes, dans le cadre de la liberté des échanges. Les dépenses de sécurité participent à la définition de cet optimum. La course aux armements n'est rationnelle que si elle peut s'imposer à l'impérialisme du socialisme. Les théories des modèles de course aux armements, dans la lignée du modèle de Richardson, montrent que les budgets de préparation à la guerre accroissent les probabilités de guerre. La force militaire constitue un important instrument de redistribution des droits de consommation entre les pays aux intérêts divergents.

Les analyses économétriques

Une approche synthétique de l'impact d'une réduction des dépenses militaires sur les économies nationales témoigne, d'une part du faible rôle à court terme des variations des dépenses militaires sur les agrégats fondamentaux de l'économie et, d'autre part, du caractère circonstanciel et historique des relations satisfaisantes obtenues par la méthode économétrique. Les principaux résultats sont les suivants :

- Une augmentation des dépenses militaires semble être associée à un taux de croissance réel plus faible. Le principal débat porte sur les effets multiplicateurs des dépenses militaires. Cette analyse a été contestée par Emile Benoit qui considère que cette relation n'est pas toujours justifiée, notamment pour les pays en voie de développement. Cependant, cette dernière analyse est elle-même contestée sur le fond et sur la forme. S'il semble bien qu'à court terme une réduction des dépenses

militaires peut conduire à une crise économique conjoncturelle, à plus long terme peut devenir un véritable investissement, dont l'efficacité dépendra évidemment de la nature et de la qualité des choix économiques opérés par les Etats et les agents économiques.

- L'hypothèse d'une relation négative entre investissement civil et dépenses militaires est assez ancienne et elle a été renouvelée par Ron Smith. Elle est fondée sur trois explications, à savoir l'effet d'éviction, les objectifs de la consommation sociale et les contraintes de la capacité industrielle.

- Les impôts nécessaires au financement des dépenses militaires dépriment la demande privée et diminuent les profits espérés de l'investissement. Les dettes éventuelles liées au financement de l'effort de défense conduisent à une augmentation des taux d'intérêt et favorisent donc une récession de l'investissement privé. Enfin, l'effort de défense réduit ou retarde les autres programmes gouvernementaux qui dépendent souvent de décisions quasi discrétionnaires. Ces effets d'éviction sont incontestables, mais ils jouent dans des registres différents dans le temps et dans l'espace.

- Les achats militaires sont spécialisés dans certaines industries spécifiques, comme l'aéronautique, la construction navale ou l'informatique. Si la demande militaire devient prioritaire, des industries ne peuvent plus fournir la demande civile des biens de capital, notamment pendant les périodes de réarmement rapide.

- L'objectif de consommation sociale pose le problème du partage des ressources de la société entre aujourd'hui et demain. La consommation privée ou publique, comme la santé, sont des préoccupations du présent, alors que les dépenses militaires, sauf en situation de conflit avéré, ne produisent pas de bénéfices immédiats et constituent donc des biens d'avenir. Il est possible de substituer consommation publique et consommation privée d'une part et dépenses militaires et investissement d'autre part, les substitutions entre les deux groupes s'avérant plus limitées. Dans le cas où l'effort militaire de défense est perçu comme un besoin présent, fournissant des profits immédiats ou répondant à une urgence, les dépenses militaires se substituent alors à la consommation globale. C'est alors l'imminence du danger et sa perception nationale qui déterminent la qualité de la substitution entre dépenses militaires et investissements. Quatre facteurs peuvent donc infirmer cette relation, à savoir l'acceptation

sociale de l'effort financier de la défense, la structure des dépenses militaires (part des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital ou d'infrastructure), le niveau de la croissance économique (en période de stagnation économique, les dépenses militaires sont plus directement en concurrence avec l'investissement) et l'existence d'une forte industrie nationale d'armement.

- En matière d'emploi, l'impact des dépenses militaires dépend de la politique économique de la conversion macroéconomique, de l'importance à court terme de la procédure de désarmement, de l'existence ou non d'une conscription, de l'importance des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital, du niveau des salaires des militaires par rapport aux personnels similaires du secteur civil, la production nationale d'armement, de la nature des emplois de cette industrie ou de la conjoncture de sous-emploi ou de plein emploi de l'économie nationale. S'il on se réfère aux seules dépenses publiques, il apparaît clairement que les dépenses militaires « produisent » moins d'emplois que le secteur éducatif. Cependant, ces deux dépenses ne satisfont évidemment pas les mêmes objectifs, cette réponse ne constitue donc qu'une indication très générale de portée explicative a posteriori d'une situation, étant entendu que certaines valeurs sociales, comme l'égalité, la justice, la légitimité ou la sécurité, dépassent les prétentions impérialistes de l'économiste dans les choix collectifs.

- Les dépenses militaires provoquent des effets inflationnistes, d'une part parce que les prix des armes augmentent plus rapidement que les prix des produits civils et d'autre part parce qu'ils créent d'importants effets d'éviction à court terme. Pour Lester Thurow, au début des années 1980, l'effort de défense des Etats-Unis ne pouvait être financé que par un déficit important du budget public, contribuant ainsi à une grande instabilité des marchés financiers et au développement de tensions inflationnistes. Cette situation peut être soit à l'origine d'une épargne forcée, soit l'expression de consommations ostentatoires. Dans l'ensemble, les dépenses militaires semblent accroître les tensions inflationnistes. Cependant, les situations économiques concrètes sont trop différentes dans le temps et dans l'espace pour affirmer comme une règle ou une fatalité une relation nécessairement positive entre l'augmentation des dépenses militaires et celle des prix.

Par contre, en règle générale, un rapide réarmement provoque inéluctablement une inflation.

- Si Mary Kaldor avait évoqué une technologie baroque pour l'armement, c'est parce que les armes avaient un tel degré de sophistication qu'elles ne pouvaient exercer que des effets néfastes directs ou indirects sur la technologie civile. Pour Browne, il y a peu d'indications permettant de conclure que les dépenses militaires exerceraient un effet pernicieux sur l'innovation américaine ; mais aucune relation ne peut non plus être établie sur la question des retombées des technologies à court terme sur son homologue civile. Cependant, les arguments avancés pour stigmatiser l'influence du secteur militaire dans la technologie moderne ne sont pas toujours cohérents, entre ceux qui considèrent à la fois que les applications civiles de la recherche-développement militaire sont très faibles (théorie de l'arsenal baroque) et que les sociétés contemporaines connaissent un processus excessif de militarisation (théorie du complexe militaro-industriel) et ceux qui, tout en considérant que la recherche militaire constitue un vecteur essentiel du développement économique actuel (théorie du capital humain et de la formation), considèrent qu'elle doit être protégée d'une diffusion civile qui ne manqueraient pas, à terme, de favoriser les noirs desseins des ennemis ou adversaires potentiels (théorie de l'échange inégal). L'existence d'un complexe militaro-industriel favorise l'essor des dépenses militaires et des exportations d'armes. Ces ambiguïtés analytiques s'expliquent par la diversité des situations sectorielles, régionales, nationales et temporelles des relations nécessairement étroites entre la recherche-développement et les technologies militaires et civiles.

- L'efficacité d'un investissement se mesure par ses effets induits d'entraînement. En ce sens, l'industrie militaire constitue un pôle de développement, soit par l'effet d'approvisionnement (*backward linkage effect*) qui met en évidence l'accroissement de la demande de tous les secteurs de production situés en amont du secteur bénéficiaire de l'investissement, soit par l'effet de débouchés (*forward linkage effect*) qui touche tous les secteurs en aval. La production de matériels militaires stimule le secteur civil par l'achat de consommations intermédiaires sur le marché domestique et par la création de nouveaux emplois. Cependant, ces effets d'entraînement ne sont pas nécessairement décisifs pour le développement, car les risques d'obsolescence sont considérables, sauf si les produits assez faiblement moteurs, le

risque de pénétration des capitaux étrangers n'est pas négligeable et les industries militaires sont fortement consommatrices de capital, facteur de production rare dans les pays du tiers monde.

Actuellement, il n'existe pas une théorie économique homogène et unifiée des dépenses militaires. Il existe toujours les mêmes oppositions, et les analyses économétriques, nécessairement limitées à court terme, n'ont généralement pas apporté d'éléments de réponse décisifs. Cependant, les dépenses militaires constituent incontestablement un fardeau pour les économies nationales, *ceteris paribus*, à niveau de sécurité constant, sans capitaux ou activités à reconvertir et surtout sans désir de guerre d'un Etat ou d'un système social ou sociétal. Dans ces conditions, si un refus de la guerre et des tensions sociales excessives sont respectés, un désarmement, fondé sur une économie de paix, conduit inéluctablement à une amélioration de la croissance et au développement économique du monde.

Bibliographie

Aben, J., Fontanel, J. (1990), *Economie de la défense*, Ares "Défense et sécurité 1990/4, Grenoble

Baldwin, D.A. (1985), *Economic Statescraft*, Princeton University, Princeton.

Baran & Sweezy (1966), *Monopoly Capital*, Penguin Books, London.

Barker, T., Dunne, P., Smith, R. (1991), The peace dividend in the United Kingdom, *Journal of Peace Research*, Vol. 28.

Benoit, E. (1978), Growth and defence in developing countries, *Economic Development and Cultural Change*, 34.

Brito, D, Intriligator, M. (1987), Arms race and the outbreak of war. In *The Economics of Military Expenditures*, McMillan, London.

Browne, L.E. (1988), Defense spending and high technology development, *New England Economic Review*, September-October.

Cars, H.C. and Fontanel, J., 1987. Military expenditure comparisons. In *Peace, defence and economic analysis* (pp. 250-265). Palgrave Macmillan, London

Chan, S., Mintz, A. (1991), *Defense, Welfare and Growth*, Unwin Hyman, Boston.

Chatelus, M., Fontanel, J. (1993), Dix grands problèmes économiques contemporains, Economie en Plus, PUG, Grenoble

Colard, D., Fontanel, J. and Guilhaudis, J.F., 1981. *Le Désarmement pour le développement: dossier d'un pari difficile* (Vol. 19). Fondation pour les études de défense nationale.

Deger, S., West, R. (1987), *Défence, Security and development*, Frances Pinter, London.

Fontanel, J.(1982). *Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco*. report written for the United Nations, New York.

Fontanel, J. (1985), Introduction à l'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J. (1985) L'intérêt d'un fonds international de désarmement pour le développement (Note), *Études internationales* 16 (3), 561-573.

Fontanel, J. (1986), The international disarmament fund for development, *Disarmament* 9(1). United Nation Organization..

Fontanel, J., Saraiva JD, (1986) Les Industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde, *Etudes polémologiques*.

Fontanel, J., Ward, M. (1991), Les exportations de'armes et kla croissance économique, l'exemple de la France. *Arès-, Defense et sécurité, XII,4*. Décembre.

Fontanel, J. (1992), Les technologies militaires et le développement économique contemporain, *Arès, Défense et Sécurité* XI, 1.

Fontanel, J. (1992), L'économie du désarmement. Dix conseils pratiques. *Arès, Défense et Sécurité, XIII, 1*.

Frank, G. (1972), Le développement du sous-développement, Maspero, Paris.

Hartley, K. (1991), *The Economics of Defence Policy*, Brassey's, London.

Kaldor, M. (1962), *The baroque arsenal*, Deutsch, London.

Looney, R.E. (1988), *Third World Military Expenditure and Arms Production*, McMillan Press, London.

Lénine (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions Sociales, Paris, 1971.

Luxemburg, R. (1913), *L'accumulation du capital*, Maspero, Paris, 1967.

Martin, S., Smith, R., Fontanel, J. (1987), Time series estimates of the macroeconomic impact of Defense spending in France and

Britain, in *Peace, Defence and Economic Analysis*, MacMillan, London.

Marx, K., Engels, F. (1960), *Manifeste et Parti Communiste*, Cooll 10/18. Paris, 1970.

Melman, S. (1974), *The permanent war economy: American economy in decline*, Simon & Schuster, New York.

Nef, U. (1949), *La route vers la guerre totale*, Armand Colin, Paris.

Richardson, L.F. (1960), *Arms and Insecurity*, Nenwood.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1987), Capital labour substitution in defence provision, *Defence Security and Development*, London.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research*, 2(3).

Thurow, L. (1982), Rising armament expenditures: effects on the civilian economy, *Commentary*, January.

Ward, M., Davis, D.R. (1990), *Economic Growth and Military Spending in the United States 1952-1988*. National Science Foundation, WPO-90-05. Boulder.